



Extrait du UJFP

<https://ujfp.org/spip.php?article1406>

Boycottez Israël par Neve Gordon

- BDS - Les actions BDS -



Date de mise en ligne : mardi 25 août 2009

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Un Israélien arrive à la conclusion douloureuse que c'est le seul moyen de sauver son pays.

Par Neve Gordon

Editorial d'opinion- Los Angeles Times

20 août 2009

<http://www.latimes.com/news/opinion/commentary/la-oe-gordon20-2009aug20,0,1126906.story>

Cet été, les journaux israéliens sont pleins d'articles coléreux sur la montée d'un boycott international d'Israël. Des films ont été retirés de festivals israéliens du film, Leonard Cohen est sous un feu mondial contre sa décision de jouer à Tel Aviv, et Oxfam a rompu les liens avec une porte-parole célèbre, une actrice Britannique qui fait aussi l'article pour des cosmétiques produits dans les territoires occupés. Clairement, la campagne pour utiliser les tactiques qui ont aidé à abolir la pratique de l'Apartheid en Afrique du Sud attire beaucoup de gens dans le monde.

Sans surprise, beaucoup d'Israéliens - même des pacifistes - n'y adhèrent pas. Un boycott international ne peut s'empêcher de porter des échos d'antisémitisme. Il pose aussi des questions sur un double standard (pourquoi ne pas boycotter la Chine pour ses violations évidentes des droits de l'homme ?) et sur l'attitude apparemment contradictoire d'approuver un boycott de sa propre nation.

Il n'est effectivement pas facile pour moi, comme citoyen israélien, d'appeler les gouvernements étrangers, les autorités régionales, les mouvements sociaux internationaux, les organisations croyantes, les syndicats et les citoyens à suspendre la coopération avec Israël. Mais à présent, alors que je regarde mes deux garçons jouer dans la cour, je suis convaincu que c'est le seul moyen de sauver Israël de lui-même.

Je dis ceci parce qu'Israël a atteint un carrefour historique, et les temps de crise appellent des mesures extraordinaires. Je dis ceci en tant que Juif qui a choisi d'élever ses enfants en Israël, qui a été un membre du camp de la paix israélien pendant près de 30 ans et qui est très angoissé sur le futur du pays.

Etat d'Apartheid, c'est la façon la plus juste de décrire Israël aujourd'hui. Pendant plus de 42 ans, Israël a contrôlé le sol de la vallée du Jourdain à la Méditerranée. Dans cette région habitent environ 6 millions de Juifs et près de 5 millions de Palestiniens. De cela, 3,5 millions de Palestiniens et près d'un-demi million de Juifs vivent dans les zones occupées par Israël en 1967, et alors que ces deux groupes vivent dans la même région, ils sont pourtant soumis à deux systèmes légaux totalement différents. Les Palestiniens sont sans Etat et dépourvus des droits humains les plus élémentaires. Contraste aigu, tous les Juifs - qu'ils vivent dans les territoires occupés ou en Israël - sont des citoyens de l'Etat d'Israël.

La question qui me tient éveillé la nuit, comme parent et comme citoyen, est comment assurer que mes deux enfants et les enfants de mes voisins Palestiniens ne grandissent pas dans un régime d'Apartheid.

Il n'y a que deux manières morales d'y parvenir.

La première est la solution par un Etat : offrir la citoyenneté à tous les Palestiniens et établir ainsi une démocratie binationale dans toute la région contrôlée par Israël. Vu la démographie, ceci reviendrait au décès d'Israël comme Etat juif ; pour la plupart des Israéliens, c'est l'anathème.

La deuxième façon de finir notre Apartheid est par la solution par deux Etats, qui implique le retrait d'Israël sur ses frontières d'avant 1967 (avec des échanges de terres 1 pour 1 possibles), la division de Jérusalem, et une reconnaissance du droit palestinien au retour à la condition que seul un nombre limité des 4,5 millions de réfugiés

Palestiniens seraient admis en Israël, alors que le reste pourrait revenir dans le nouvel Etat palestinien.

Géographiquement, la solution par un Etat semble bien plus faisable parce que les Juifs et les Palestiniens sont déjà complètement emmêlés ; en vérité, « sur le terrain », la solution par un Etat (sous sa version d'Apartheid) est une réalité.

Idéologiquement, la solution par deux Etats est plus réaliste parce que moins de 1% des Juifs, et une minorité des Palestiniens, soutiennent le binationalisme.

Actuellement, malgré les difficultés concrètes, il est plus sensé de toucher aux réalités géographiques aux réalités idéologiques. Si dans le futur les deux peuples décident de partager un Etat, ils peuvent le faire, mais actuellement ce n'est pas une chose qu'ils veulent.

Alors, si la solution par deux Etats est le moyen de stopper l'Etat d'Apartheid, comment peut-on y parvenir ?

Je suis convaincu que les pressions extérieures sont la seule réponse. Au cours des trois dernières décennies, le nombre des colons Juifs des territoires occupés a terriblement augmenté. Le mythe du Jérusalem unifié a conduit à la création d'une ville d'Apartheid où les Palestiniens ne sont pas citoyens et manquent des services de base. Le camp de la paix israélien s'est réduit progressivement si bien qu'à présent il est presque inexistant, et la politique israélienne va de plus en plus vers l'extrême droite.

Pour moi, il est clair par conséquent que le seul moyen de contrer la tendance vers l'Apartheid est par une pression internationale massive. Les mots et les condamnations de l'administration Obama et de l'Union Européenne n'ont donné aucun résultat, pas même un gel de la colonisation, sans parler d'une décision de se retirer des territoires occupés.

Par conséquent j'ai décidé de soutenir le mouvement Boycott, Désinvestissements Sanctions lancé par des militants Palestiniens en juillet 2005, et qui a rassemblé depuis un large soutien autour du monde. L'objectif est de garantir qu'Israël respecte ses obligations sous la loi internationale et que les Palestiniens reçoivent le droit à l'auto-détermination.

A Bilbao (Espagne) en 2008, une coalition d'organisations du monde entier a formulé la Campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions en 10 points

<http://www.bdsmovement.net/?q=node/213>

destinée à faire pression sur Israël d'une façon « graduelle et à long terme, adaptée au contexte et aux moyens ». Par exemple, l'effort commence par les sanctions sur, et le désinvestissement, des firmes israéliennes qui opèrent dans les territoires occupés, suivies par des actions contre ceux qui aident à maintenir et à renforcer visiblement l'occupation. Sur des voies parallèles, les artistes venant en Israël pour attirer l'attention sur l'occupation sont bienvenus, ceux qui ne veulent que se montrer ne le sont pas.

Rien d'autre n'a marché. Mettre une pression internationale massive sur Israël, c'est le seul moyen de garantir que la prochaine génération d'Israéliens et de Palestiniens - mes deux fils parmi eux - ne grandissent pas dans un régime d'Apartheid.

Neve Gordon a publié « Israel's Occupation » et enseigne la politique à l'Université Ben Gourion du Neguev (Naqab) à Beersheba (Bir As-Sab), Israël.